

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 13 octobre 1985.

Art. 12. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et Notre Ministre de la Défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 novembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
J. MICHEL

Le Ministre de la Défense nationale,
F.-X. de DONNEA

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 13 oktober 1985.

Art. 12. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en Onze Minister van Landsverdediging zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 november 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,
J. MICHEL

De Minister van Landsverdediging,
F.-X. de DONNEA

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 87 — 2173

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1976
relatif aux comptes annuels des entreprises

RAPPORT AU ROI

Sire,

Les modifications que le présent arrêté apporte à l'arrêté royal du 8 octobre 1976, relatif aux comptes annuels des entreprises ont, à titre principal, pour objet :

1° d'adapter le régime d'inscription à l'actif des intérêts afférents aux capitaux empruntés pour financer des immobilisations;

2° de circonscrire le champ d'application des créances et des dettes à plus d'un an, non productives d'intérêt ou assorties d'un intérêt anormalement faible, qui doivent faire l'objet d'un escompte lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise;

3° d'adapter, dans le prolongement de l'arrêté royal du 14 mai 1985 relatif à l'application aux institutions privées de prévoyance, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, l'exception transitoire de constituer des provisions pour les engagements qui découlent de régimes complémentaires de pension de retraite ou de survie, stipulés par une entreprise en faveur des membres de son personnel.

*Régime des intérêts afférents aux capitaux
empruntés pour financer des immobilisations
corporelles et incorporelles*

L'arrêté du 8 octobre 1976 avait considéré que les charges afférentes aux capitaux empruntés en vue de financer certains actifs déterminés ne faisaient pas partie intégrante de la valeur d'acquisition de ces actifs; il était parti du point de vue que ces charges résultent de la structure des ressources de l'entreprise et ne se rattachent pas directement à la valeur d'acquisition des actifs en cause.

L'arrêté de 1976 permettait toutefois de porter ces charges à l'actif, dans la mesure où elles concernaient des immobilisations corporelles, mais au titre de frais d'établissement; de ce fait elles étaient soumises à un rythme rapide de prise en charge.

Cette conception de base a été maintenue en 1983, lors de l'adaptation de la réglementation belge à la quatrième directive, du moins en ce qui concerne les charges financières relatives aux immobilisations. Leur inscription au bilan au titre de frais d'établissement — dans la mesure où elles n'étaient pas directement prises en charge — avait pour conséquences complémentaires, (soulignées à l'époque) de comporter une limitation quant à la distribution du bénéfice (article 77bis des lois sur les sociétés introduit par l'article 29 de la loi du 5 décembre 1984) et de ne pas accorder un incitatif fiscal, par le biais du régime de la déduction pour investissements (arrêté royal n° 48 du 22 juin 1982), à l'inclusion de ces charges dans le coût de revient des actifs par rapport à leur prise en charge immédiate.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 87 — 2173

Koninklijk besluit tot wijziging
van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976
met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit besluit brengt een aantal wijzigingen aan het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen, voornamelijk met als doel :

1° een aanpassing van de regels inzake de activering van rente op vreemd vermogen ontleend voor de financiering van vaste activa;

2° een omschrijving van het toepassingsgebied van renteloze of abnormale laag rentende vorderingen en schulden op meer dan één jaar, waarvoor een disconto moet worden berekend op het ogenblik waarop zij in het vermogen van de onderneming worden opgenomen;

3° aansluitend aan het koninklijk besluit van 14 mei 1985 tot toepassing op de private verzorgingsinstellingen van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsinstellingen, een aanpassing van de tijdelijke vrijstellingsregeling voor de vorming van voorzieningen voor de verplichtingen uit aanvullende rust- of overlevingspensioenregelingen, getroffen door een onderneming ten gunste van haar personeelsleden.

*Regeling inzake rente op vreemd vermogen
ontleend voor de financiering van materiële
en immateriële vaste activa*

Het besluit van 8 oktober 1976 stelde dat de kosten verbonden aan kapitaal ontleend om welbepaalde activa te financieren niet deel uitmaakten van de aanschaffingswaarde van deze activa; het besluit ging ervan uit dat dergelijke kosten voortvloeien uit de structuur der financiële middelen van de onderneming en niet rechtstreeks verbonden zijn met de aanschaffingswaarde van de betrokken activa.

Het besluit van 1976 stond evenwel toe dat deze kosten onder de oprichtingskosten werden geactiveerd, in zover zij betrekking hadden op materiële vaste activa; hierdoor werden zij over een korte tijdspanne ten laste genomen.

Deze basisopvatting werd gehandhaafd in 1983, toen de Belgische reglementering werd aangepast aan de vierde richtlijn, althans voor de financiële kosten verbonden aan vaste activa. De boeking van deze kosten op de balans onder de oprichtingskosten — in zover zij niet onmiddellijk ten laste waren genomen — had als bijkomend gevolg (waar toen reeds op werd gewezen) dat de mogelijkheden tot winstuitkering werden beperkt (artikel 77bis van de vennootschapswet, ingevoegd door artikel 29 van de wet van 5 december 1984). Daardoor werd eveneens vermeden om, via de investeringsaftrek (koninklijk besluit nr. 48 van 22 juni 1982) het opnemen van deze kosten in de vervaardigingsprijs van de betrokken activa eerder dan ze onmiddellijk als kost te boeken, fiscaal te bevoordelen.

De l'examen opéré, au sein du groupe de contact institué par la quatrième directive, du régime d'inscription à l'actif des charges financières relatives aux capitaux empruntés, il résulte que l'article 35, § 4 de la directive qui définit le éléments du coût de revient des immobilisations doit, à l'opposé de l'article 39, § 2 de cette directive, relatif aux actifs circulants, s'interpréter comme autorisant de plein droit les entreprises à inclure dans le coût de revient de leurs immobilisations corporelles et incorporelles, les intérêts afférents aux capitaux empruntés pour en financer l'acquisition. Il en découle que sur ce point, la quatrième directive n'a pas été transposée correctement dans le droit belge.

Les articles 1er, 3°, 2, 3, 6, 1°, 8, § 3, b et c, 10, 1° et 11, 1° du présent arrêté visent à corriger ce défaut dans la transposition de la directive.

Créances et dettes à plus d'un an non productives d'intérêt ou assorties d'un intérêt anormalement faible

Selon les termes du Rapport au Roi qui le précède, l'arrêté royal du 12 septembre 1983 a entendu traduire réglementairement le principe, consacré peu auparavant par la Cour de Cassation dans un arrêt du 28 octobre 1982, que pour la détermination du résultat, il y a lieu d'évaluer les créances à long terme non productives d'intérêts à leur valeur actuelle.

Le cas soumis à la Cour de Cassation portait sur une créance d'indemnité du chef de rupture d'un contrat de concession exclusive de vente.

Les cas les plus fréquents de créances à plus d'un an non productives d'intérêt ou assorties d'un intérêt sensiblement inférieur aux conditions du marché, résultent de délais consentis en matière de règlement du prix de biens, de travaux, de commandes ou de prestations de services. Dans la négociation de contrats importants, les conditions de paiement sont, en règle générale, étroitement associées à la négociation et à la fixation du prix. En cas d'échelonnement du paiement du prix, l'intérêt implicite qui y est relatif se trouve généralement incorporé et budgété économiquement dans le prix de vente.

La contrepartie réelle de la vente ou de la prestation étant, en l'occurrence, non pas la valeur nominale de la créance mais sa valeur actuelle, l'inscription sans autre de cette créance au bilan à sa valeur nominale, en contrepartie d'un même montant accusé au titre de produits, aurait pour effet de fausser le résultat de l'opération en cause et, partant, le résultat global affirmé. Il importe dans ces cas, et tel est l'objet de l'article 27bis introduit par l'arrêté précité du 12 septembre 1983, de corriger à concurrence de l'escompte (différence entre la valeur nominale et la valeur actuelle), le montant nominal du résultat en cause (chiffre d'affaires, autre résultat d'exploitation, plus- ou moins-value de réalisation, etc.) et de le rattacher, au titre de produit financier aux exercices ultérieurs, qui auront à supporter les charges financières relatives aux capitaux mis en œuvre pour financer cette créance.

Une difficulté d'interprétation a surgi quant à l'applicabilité de cette disposition aux créances à plus d'un an non productives d'intérêts (ou assorties d'un intérêt anormalement faible), lorsque ces créances résultent de l'octroi d'un prêt. En une telle occurrence, il n'y a pas, comme dans les cas précités, de résultat nominal d'une opération, déjà acté dans le compte de résultats, devant être corrigé par la voie du calcul et de l'imputation d'un escompte. Dans les cas les plus fréquemment rencontrés (prêt accordé à une filiale au titre de complément de ressources à long terme, prêt au personnel pour l'acquisition d'un logement, prêt à un client en contrepartie d'un engagement d'achat de biens produits par le prêteur), l'abandon d'intérêt s'assortit d'un avantage pour l'entreprise au cours des années subséquentes, fût-ce à un autre titre (valorisation de sa participation — rendement du personnel — augmentation du chiffre d'affaires).

Dans ces cas le prêt sans intérêt n'est pas une opération à titre gratuit occasionnant une réduction du patrimoine, mais une opération de prêt à titre onéreux dont la rémunération convenue ou espérée est un avantage « en nature » à percevoir au cours des exercices ultérieurs.

Il n'y a dès lors pas de motifs justifiant — et a fortiori imposant — dans un tel cas, de capitaliser par la voie de l'escompte l'absence d'intérêt nominal sur cette créance.

Si l'absence — ou l'abandon — d'intérêts concerne une créance consolidée ou consentie dans le cadre d'un accord concordataire, l'article 27bis ne trouvera pas à s'appliquer, mais la moins-value qui en résulte justifiera la prise en charge d'une réduction de valeur.

L'amendement proposé à l'article 27bis de l'arrêté du 8 octobre 1976, vise à consacrer cette distinction entre catégories de situations entièrement différentes et à rapprocher le champ d'appli-

cation de la directive à l'actif des charges financières relatives aux capitaux empruntés, il résulte que l'article 35, § 4 de la directive qui définit le éléments du coût de revient des immobilisations doit, à l'opposé de l'article 39, § 2 de cette directive, relatif aux actifs circulants, s'interpréter comme autorisant de plein droit les entreprises à inclure dans le coût de revient de leurs immobilisations corporelles et incorporelles, les intérêts afférents aux capitaux empruntés pour en financer l'acquisition. Il en découle que sur ce point, la quatrième directive n'a pas été transposée correctement dans le droit belge.

Les articles 1er, 3°, 2, 3, 6, 1°, 8, § 3, b et c, 10, 1° et 11, 1° du présent arrêté visent à corriger ce défaut dans la transposition de la directive.

Rentelose of abnormaal laag rentende vorderingen en schulden op meer dan één jaar

Volgens het Verslag aan de Koning dat het koninklijk besluit van 12 september 1983 voorafgaat wordt in dit besluit de rechtspraak bevestigd van het Hof van Cassatie in zijn arrest van 28 oktober 1982. Het beginsel in kwestie stelt dat voor de vaststelling van het resultaat rentelose vorderingen op lange termijn tegen hun actuele waarde moeten worden gewaardeerd.

Het geval dat aan het Hof van Cassatie was voorgelegd betrof een vordering tot schadevergoeding wegens verbreking van een exclusieve verkoopconcessie-overeenkomst.

De meeste gevallen van rentelose of — vergeleken bij de marktvoorwaarden — abnormaal laag rentende vorderingen op meer dan één jaar hebben in feite te maken met de toegestane termijnen voor de betaling van de prijs van goederen, werken, bestellingen of diensten. Bij het bedingen van belangrijke contracten spelen de betalingsvoorwaarden meestal een grote rol zowel in de onderhandelingen als in de vaststelling van de prijs. Wordt de betaling gespreid, dan wordt de impliciete rente daarop meestal opgenomen en doorberekend in de verkoopprijs.

De werkelijke tegenwaarde van de verkoop of dienstverlening is in dat geval niet de nominale maar de actuele waarde van de vordering; wordt deze vordering zonder meer geboekt tegen haar nominale waarde, voor eenzelfde bedrag dat bij de opbrengsten voorkomt, dan wordt daardoor het resultaat van de betrokken verrichting en derhalve het uitgedrukte totaalresultaat vertekend. Zodus is — en dat is het doel van het artikel 27bis, ingevoegd door voornoemd besluit van 12 september 1983 — in dergelijke gevallen een correctie nodig ten belope van het disconto (het verschil tussen de nominale en de actuele waarde), op het nominale bedrag van het betrokken resultaat (omzet, ander bedrijfsresultaat, realisatiemeer- of minderwaarde, enz.), dat als financiële opbrengst moet worden toegerekend aan de latere boekjaren waarin de financiële kosten verbonden aan het kapitaal dat wordt gebruikt om deze vordering te financieren, ten laste worden genomen.

In verband met rentelose (of abnormaal laag rentende) vorderingen op meer dan één jaar is er een interpretatieprobleem gerezen omtrent de toepasselijkheid van deze bepaling, als het gaat om vorderingen die voortvloeien uit het toestaan van een lening. In dit geval is er immers, in tegenstelling tot voornoemde gevallen, geen nominaal resultaat van een verrichting, dat reeds in de resultatenrekening is geboekt en zou moeten worden gecorrigeerd ten belope van het disconto. In de meest voorkomende gevallen (leningen aan een dochter ter aanvulling van kapitaal op lange termijn, leningen aan het personeel voor de aankoop van een huis, leningen aan klanten als tegenprestatie voor een verbintenis tot aankoop van door de geldschietter vervaardigde goederen) is aan de renteloosheid een — weliswaar andersoortig — voordeel verbonden voor de onderneming tijdens de daarop volgende jaren (valorisatie van haar deelneming — rendement van het personeel — grotere omzet).

In deze gevallen is de rentelose lening geen kosteloze verrichting met een vermindering van het vermogen als gevolg, maar een leningverrichting onder bezwarende titel, waarvan de overeengekomen of verwachte vergoeding bestaat uit een voordeel « in natura » te verwerven tijdens de volgende boekjaren.

Bijgevolg is er geen reden die in dergelijk geval zou rechtvaardigen — noch a fortiori vereisen — dat het ontbreken van een nominale rente op deze vordering via een disconto wordt gekapitaliseerd.

Gaat het om rentelose geconsolideerde vorderingen die in het raam van een gerechtelijk akkoord worden gehandhaafd of toegestaan, dan is artikel 27bis niet van toepassing, maar is op grond van de hieruit voortvloeiende minderwaarde de tenlasteneming van een waardevermindering verantwoord.

De voorgestelde wijziging aan artikel 27bis van het besluit van 8 oktober 1976 wil dit onderscheid tussen naar hun aard volkomen verschillende gevallen bevestigen en de toepasselijkheid van deze

cation de cette disposition, du cas qui a fait l'objet de l'arrêt précité de la Cour de Cassation. Il peut se prévaloir de précédents à l'étranger.

Pour éviter toute discontinuité, l'article 13 du projet prévoit que la modification apportée à l'article 27 bis, ne concerne que les créances entrées dans le patrimoine de l'entreprise à partir du début de l'exercice en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Les créances entrées dans le patrimoine de l'entreprise avant cette date pourront continuer à être comptabilisées de la même manière qu'auparavant.

Enfin, pour des raisons de cohérence, le § 4 du même article est modifié pour rendre impérative l'application analogue aux dettes à plus d'un an, du régime prévu pour les créances de nature et de terme correspondants.

Provisions pour pensions

L'article 45 de l'arrêté du 8 octobre 1976, dispose que « les engagements qui découlent pour l'entreprise de régimes complémentaires de pension de retraite ou de survie stipulés en faveur des membres de son personnel ou de ses dirigeants, ne devront faire l'objet de provisions qu'à la date et selon les modalités qui seront fixées par un arrêté ultérieur ».

Ce report avait été justifié comme suit dans le rapport précédant l'arrêté du 8 octobre 1976 : « Malgré l'importance que ces engagements peuvent revêtir, le Gouvernement a estimé, conformément d'ailleurs à l'avis du Conseil central de l'Economie formulé le 9 juillet 1976, ne pas pouvoir imposer l'évaluation et l'inscription au passif de ces engagements avant que le régime de ces pensions extra-légales et des engagements qui en découlent n'ait été défini en application de l'article 2, § 3, 6° de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances. »

L'application de la loi de contrôle des entreprises d'assurances aux institutions privées de prévoyance, créées au sein d'entreprises privées et existantes au 1er janvier 1986, a été réglée par l'arrêté royal du 14 mai 1985, pris en exécution de l'article 2, § 3, 6° précité.

Aux termes de cet arrêté, les engagements en matière de pension de retraite et de survie résultant d'un règlement de pension, ne peuvent plus, à dater du 1er janvier 1986, être assumés à l'égard des bénéficiaires que par une entreprise d'assurance sur la vie ou par un fonds de pension autonome constitué sous la forme d'une association sans but lucratif ou sous la forme d'une association d'assurance mutuelle. C'est à l'entreprise d'assurance ou au fonds de pension autonome qu'incombe l'obligation de constituer les provisions techniques nécessaires et de détenir en représentation de celles-ci, des actifs admis par la réglementation.

Les entreprises qui, au 1er janvier 1986, avaient constitué en leur sein un fonds de pension ou avaient constitué des provisions pour couvrir leurs engagements en matière de pension, ont dû les transférer avant le 7 juin 1986, à une entreprise d'assurance sur la vie ou à un fonds de pension autonome.

Cet arrêté prévoit toutefois un régime transitoire.

Si les provisions techniques d'un fonds de pension autonome ne sont pas suffisantes pour couvrir la partie des engagements relative aux prestations afférentes aux années antérieures au 1er janvier 1986, le fonds est dispensé de compléter cette insuffisance. L'article 45, § 1er de l'arrêté en projet, vise à dispenser l'entreprise en cause de couvrir elle-même, par la constitution d'une provision, ces engagements non couverts par une provision technique dans le chef du fonds de pension autonome.

Si en contrepartie de ses provisions techniques, le fonds de pension autonome conserve transitoirement une créance sur l'entreprise, celle-ci devra de toute évidence acter cette dette à son bilan parmi ses dettes.

Par ailleurs, les entreprises qui, au 1er janvier 1986, assumaient, dans le cadre d'un régime de pension ne prévoyant pas de cotisation des participants, des engagements en matière de pension de retraite et de survie et qui, ayant adopté le système de la répartition, n'avaient pas constitué de provision à cet effet, sont dispensées, en ce qui concerne les membres de leur personnel entrés en service avant le 1er janvier 1986, de constituer des provisions et ce aussi bien pour la partie des engagements relative aux prestations de travail effectuées avant cette date que pour la partie des engagements relative aux prestations effectuées après cette date. L'article 45, § 2 de l'arrêté vise à permettre aux entreprises de conserver pour les engagements concernant ces membres du personnel entrés en service avant le 1er janvier 1986, le système basé sur la répartition qu'elles appliquaient antérieurement.

bepaling nauwer doen aansluiten oij het geval beslecht in voornemend arrest van het Hof van Cassatie. Ter zake kan overigens ook worden verwezen naar precedentes in het buitenland.

Om elke discontinuïteit te vermijden bepaalt artikel 13 van het ontwerp dat de wijziging aan artikel 27 bis slechts geldt voor vorderingen die in het vermogen van de onderneming zijn opgenomen vanaf het lopende boekjaar op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit. De vorderingen die voor deze datum in het vermogen van de onderneming werden opgenomen, mogen op dezelfde wijze als voorheen worden geboekt.

Om redenen van samenhang wordt ten slotte § 4 van hetzelfde artikel gewijzigd om de regeling voor vorderingen op meer dan één jaar van overeenkomstige toepassing te verklaren op schulden van overeenstemmende aard en looptijd.

Pensioenvoorzieningen

Artikel 45 van het besluit van 8 oktober 1976 bepaalt dat « voor de verplichtingen die voor de onderneming voortvloeien uit regelingen met betrekking tot een aanvullend rust- en overlevingspensioen ten behoeve van haar personeels- of directieleden slechts een voorziening (moet) worden gevormd vanaf de datum en volgens de modaliteiten door een later besluit te bepalen ».

In het verslag aan de Koning dat het besluit van 8 oktober 1976 voorafgaat, werd dit uitstel als volgt verantwoord : « Ondanks het belang dat deze verbintenissen kunnen vertonen, is de Regering van oordeel, overeenkomstig trouwens het advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven geformuleerd op 9 juli 1976, dat de waardering en de inschrijving op het passief van deze verbintenissen niet kan opgelegd worden zolang het regime van deze extra-legale pensioenen en de daaruit voortvloeiende verbintenissen niet werden gedefinieerd bij toepassing van artikel 2, § 3, 6° van de wet van 9 juli 1975 met betrekking tot de controle van de verzekeringsondernemingen. »

De toepassing van de wet op de controle van de verzekeringsondernemingen, op de private verzorgingsinstellingen, opgericht in op 1 januari 1986 bestaande particuliere ondernemingen, werd geregeld bij koninklijk besluit van 14 mei 1985, genomen met toepassing van voornoemd artikel 2, § 3, 6°.

Krachtens dit besluit mogen de rust- en overlevingspensioenverplichtingen uit een pensioenregeling vanaf 1 januari 1986 nog slechts worden verzekerd tegenover de rechthebbenden door een levensverzekeringsonderneming of een autonoom pensioenfonds opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstbejag of van een vereniging van onderlinge verzekering. Op de verzekeringsonderneming of het autonome pensioenfonds rust alsdan de verplichting om de nodige technische voorzieningen te vormen, belichaamd in door de reglementering toegelaten activa.

De ondernemingen die op 1 januari 1986 reeds een eigen pensioenfonds hadden opgericht of voorzieningen hadden gevormd ter dekking van hun pensioenverplichtingen, dienden deze voor 7 juni 1986 over te dragen aan een levensverzekeringsonderneming of een autonoom pensioenfonds.

Dit besluit bepaalt evenwel een overgangsregeling.

Volstaan de technische voorzieningen van een autonoom pensioenfonds niet voor de dekking van het gedeelte van de verplichtingen dat betrekking heeft op de arbeidsprestaties voor de jaren welke 1 januari 1986 voorafgaan, dan wordt het fonds vrijgesteld van aanvulling van deze ontoereikende voorzieningen. Artikel 45, § 1 van het ontwerpbesluit verleent de betrokken onderneming vrijstelling van de verplichting om zelf, via de vorming van een voorziening, deze verplichtingen te dekken welke niet zijn gedekt door een technische voorziening bij het autonome pensioenfonds.

Behoudt het autonome pensioenfonds, als tegenwaarde van zijn technische voorzieningen, tijdelijk een vordering op de onderneming, dan moet deze laatste deze schuld in elk geval op de balans onder de schulden boeken.

Bovendien worden de ondernemingen die op 1 januari 1986, in het kader van een pensioenregeling zonder bijdrage vanwege de deelnemers, rust- en overlevingspensioenverplichtingen hadden en die, aangezien zij het repartitiestelsel toepasten, daartoe geen voorzieningen hadden gevormd, worden, voor hun personeelsleden die vóór 1 januari 1986 in dienst zijn getreden, vrijgesteld van vorming van voorzieningen, zowel voor het gedeelte van de verplichtingen dat betrekking heeft op de arbeidsprestaties voor deze datum, als voor het gedeelte van de verplichtingen dat betrekking heeft op de prestaties na deze datum. Artikel 45, § 2 van het besluit staat de ondernemingen toe om voor de verplichtingen dat betrekking tot deze personeelsleden die vóór 1 januari 1986 in dienst zijn getreden, het voordien toegepaste repartitiestelsel te behouden.

Enfin, dans le prolongement de l'article 63, § 5 de la loi de contrôle des assurances, tel que rendu applicable aux fonds de pension par l'arrêté royal du 14 mai 1985, la date susvisée du 1er janvier 1986 est remplacée par celle du 1er janvier 1993, pour les entreprises dans lesquelles le régime de pension est organisé par une convention collective du travail conclue avant le 29 juillet 1975.

L'exception — à caractère transitoire — de l'obligation de provisionner certains engagements en matière de pensions de retraite et de survie, s'accompagne toutefois, à tout le moins en ce qui concerne les grandes entreprises, d'une obligation en matière d'information. L'arrêté du 8 octobre 1976 prescrit en effet de donner dans l'annexe une description succincte du régime de pension en vigueur et de mentionner, en ce qui concerne les pensions dont le service incombe à l'entreprise elle-même, le montant des engagements qui résultent pour elle de prestations déjà effectuées. Ce montant fait l'objet d'une estimation dont les bases et méthodes sont énoncées de manière succincte. Ce montant sera, de façon générale, calculé selon les règles déposées au chapitre V de l'arrêté royal du 15 mai 1985 relatif aux activités des institutions privées de prévoyance.

Simultanément, il est proposé de transposer de manière explicite dans le texte de l'arrêté organique, deux dispositions de la quatrième directive qui n'y avaient pas été insérées par l'arrêté du 12 septembre 1983.

Il s'agit, d'une part, de l'article 35, 1, c, *dd*) de la directive, en vertu duquel les amortissements complémentaires ou exceptionnels (c'est-à-dire hors plan d'amortissement), actés sur des immobilisations incorporelles et corporelles dont la durée d'utilisation est limitée dans le temps, doivent être repris lorsque les raisons qui les ont motivés ont cessé d'exister.

Il s'agit, d'autre part, de l'article 39, alinéa 1er, *d*) de la directive, en vertu duquel la valeur inférieure de marché retenue pour l'évaluation des stocks, ne peut être maintenue lorsque, par la suite, cette valeur de marché se redresse.

Compte tenu des conditions prévues par l'article 28, § 2, alinéa 2 de l'arrêté du 8 octobre 1976, l'hypothèse couverte par l'article 35, c, *dd*) de la directive n'est susceptible de se présenter effectivement que de manière très exceptionnelle. Par ailleurs, l'hypothèse couverte par l'article 39, alinéa 1er, *d*) de la directive ne peut, en fait, se rencontrer que dans le cas d'une entreprise ayant adopté le système « Lifo » pour la détermination de la valeur d'acquisition de ses stocks, lorsque le prix de marché se redresse après avoir subi une baisse qui l'a ramenée en-deça du prix historique d'acquisition des stocks en cause.

Encore que l'application des principes consacrés par l'arrêté permette de résoudre ces cas exceptionnels dans le sens prescrit par la directive, le Gouvernement propose, pour donner suite à la suggestion formulée dans ce sens par les services de la Commission des Communautés européennes, d'introduire dans le texte de l'arrêté du 8 octobre 1976 des dispositions expresses. Tel est l'objet des articles 4, 2^o et 6, 2^o et 3^o.

Il est également proposé d'apporter quelques améliorations d'ordre technique à l'annexe.

Elles visent d'abord à prévoir dans les schémas une rubrique pour deux opérations exceptionnelles, mais qui ne sont pas prévues dans les schémas actuels, savoir les prélèvements sur les réserves immunisées et l'augmentation de capital par affectation du bénéfice de l'exercice. Pour l'un et l'autre cas il est proposé de prévoir des rubriques réciproques à celles relatives aux opérations de signe inverse (article 8, §§ 1er et 2).

Elles visent, ensuite, à mettre davantage en parallèle les mentions relatives aux sûretés personnelles constituées par l'entreprise, prescrites respectivement dans le schéma applicable aux grandes entreprises et dans le schéma applicable aux petites et moyennes entreprises. Il est proposé d'aligner le premier sur le second (article 8, § 3, *d*).

Elles visent enfin à corriger à l'article 22 de l'arrêté de base deux différences entre la version néerlandaise et la version française et, à l'article 27, § 1er, une erreur grammaticale (article 1er, 1^o et 2^o, et article 4, 1^o).

Certaines des modifications évoquées ci-dessus impliquent une adaptation parallèle de l'arrêté du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé et de l'arrêté royal du 19 juin 1981 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé pour le secteur pétrolier. Tel est l'objet des articles 10 et 11. A l'occasion de cette modification, il est proposé de supprimer, dans le plan comptable du secteur pétrolier, la disposition imposant le classement des logiciels sous les immobilisations corporelles. Le traitement dans les comptes des logiciels fera sous peu l'objet d'une étude d'ensemble.

Ten slotte wordt, in het verlengde van artikel 63, § 5 van de wet op de controle van de verzekeringsondernemingen, zoals toepasselijk verklaard op de pensioenfondsen bij koninklijk besluit van 14 mei 1985, de datum van 1 januari 1988 vervangen door 1 januari 1993 voor de ondernemingen waar de pensioenregeling is ingesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten vóór 29 juli 1975.

Aan de — als overgangsmaatregel bedoelde — vrijstelling van vorming van voorzieningen voor bepaalde rust- en overlevingspensioenverplichtingen wordt evenwel — althans voor de grote ondernemingen — de verplichting tot informatieverstreking gekoppeld. Het besluit van 8 oktober 1976 schrijft inderdaad voor dat in de toelichting een beknopte beschrijving wordt verstrekt van de vigerende pensioenregeling, met opgave, wat de pensioenen betreft die door de onderneming zelf worden gedragen, van het geschatte bedrag van de verplichtingen die voortvloeien uit reeds gepresteerd werk. De grondslagen en de wijze waarop dit bedrag wordt geschat, worden bondig beschreven. Algemeen genomen zal dit bedrag worden berekend volgens de regels vervat in hoofdstuk V van het koninklijk besluit van 15 mei 1985 op de activiteiten van de private verzorgingsinstellingen.

Tegelijkertijd wordt voorgesteld twee bepalingen uit de vierde richtlijn die niet in het organieke besluit waren ingelast door het besluit van 12 september 1983, nu uitdrukkelijk in dit besluit in te voegen.

Het gaat enerzijds om artikel 35, 1, c, *dd*) van de richtlijn, krachtens hetwelk aanvullende of uitzonderlijke afschrijvingen (met andere woorden, buiten het afschrijvingsplan) op materiële en immateriële vaste activa met een beperkte gebruiksduur, moeten worden teruggenomen wanneer zij niet langer zijn verantwoord.

Anderzijds gaat het om artikel 39, eerste lid, *d*) van de richtlijn, krachtens hetwelk de lagere marktwaarde voor de waardering van de voorraden, niet mag worden gehandhaafd wanneer deze marktwaarde achteraf opnieuw stijgt.

Rekening houdend met de voorwaarden bedoeld in artikel 28, § 2, tweede lid van het besluit van 8 oktober 1976, lijkt het in artikel 35, c, *dd*) bedoelde geval eerder zelden te zullen voorkomen. Overigens kan de in artikel 39, eerste lid, *d*) van de richtlijn bedoelde hypothese slechts de facto voorkomen in het geval van een onderneming die voor de bepaling van de aanschaffingswaarde van haar voorraden de lifomethode toepast wanneer de marktwaarde opnieuw stijgt na een daling tot onder de historische aanschaffingsprijs van de betrokken voorraden.

Hoewel dergelijke uitzonderingsgevallen met toepassing van de beginselen uit het besluit kunnen worden opgelost zoals de richtlijn voorschrijft, stelt de Regering voor om in te gaan op de suggestie in die zin van de diensten van de Commissie van de Europese Gemeenschappen en in de tekst van het besluit van 8 oktober 1976 deze bepalingen uitdrukkelijk in te lassen. Zulks gebeurt met de artikelen 4, 2^o, en 6, 2^o en 3^o.

Tevens wordt voorgesteld in de toelichting een aantal technische verbeteringen aan te brengen.

Vooreerst wil men in de schema's een rubriek opnemen voor twee uitzonderlijke verrichtingen waarvoor in de huidige schema's geen plaats is, namelijk onttrekkingen aan de belastingvrije reserves en kapitaalverhoging door bestemming van de winst van het boekjaar. Voor één en ander geval wordt voorgesteld rubrieken te openen die het omgekeerde zijn van de rubrieken voor de verrichtingen met een tegenovergesteld teken (artikel 8, §§ 1 en 2).

Voorts zijn zij bedoeld om een groter parallelisme te verwezenlijken tussen de vermeldingen in verband met de persoonlijke zekerheden gesteld door de onderneming, respectievelijk voorgescreven in het schema voor de grote ondernemingen en in het schema voor kleine en middelgrote ondernemingen. Voorgesteld wordt het eerste schema met het tweede in overeenstemming te brengen (artikel 8, § 3, *d*).

Zij zijn ten slotte bedoeld om artikel 22 van het basisbesluit op twee punten te verbeteren waar de Nederlandse en franstalige versie niet overeenstemmen en in de franstalige versie, in artikel 27, § 1 een grammaticale fout te verbeteren (artikel 1, 1^o en 2^o, en artikel 4, 1^o).

Sommige van voornoemde wijzigingen vergen een parallelle aanpassing van het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot vaststelling van de minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel en van het koninklijk besluit van 19 juni 1981 tot vaststelling van de minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel voor de aardoliesector. Zulks gebeurt met de artikelen 10 en 11. Bij die gelegenheid wordt voorgesteld om in het rekeningenstelsel voor de aardoliesector, de bepaling te schrappen waarbij wordt voorgescreven software te boeken bij de materiële vaste activa. Aan verwerking van software in de jaarrekening wordt eerlang een algemene studie gewijd.

Certaines des modifications évoquées ci-dessus impliquent également une adaptation parallèle de l'annexe à l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif à la publicité des actes et des documents des sociétés et entreprises. Cette adaptation fait l'objet d'un arrêté distinct.

Lors de la rédaction du présent arrêté, il a été tenu compte de toutes les remarques du Conseil d'Etat, à l'exception toutefois de la remarque relative à l'article 4 dont le texte est donc demeuré inchangé.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires économiques,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre des Classes moyennes,
J. BUCHMANN

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques, le 14 octobre 1987, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises », a donné le 22 octobre 1987 l'avis suivant :

Il conviendrait de rédiger l'alinéa 1^{er} du préambule comme suit :

« Vu la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, notamment les articles 4, alinéa 6, 7, alinéa 4, 10, modifiés par les lois des 24 mars 1978 et 1^{er} juillet 1983, l'article 11, 2^o, remplacé par la loi du 1^{er} juillet 1983, l'article 12, remplacé par la loi du 1^{er} juillet 1983 et modifié par l'arrêté royal du 16 janvier 1986, et l'article 13, modifié par la loi du 1^{er} juillet 1983; ».

A l'alinéa 2 du préambule, il y a lieu de mentionner les directives modificatives des 13 juin 1983 et 27 novembre 1984.

Après la mention de l'avis du Conseil central de l'économie il y a lieu d'insérer une référence à l'avis de la Commission chargée du contrôle et de l'étude de la simplification et de la réduction des obligations et formalités administratives, applicables aux petites et moyennes entreprises et aux travailleurs indépendants. Cet avis a été donné le 5 mai 1987 conformément à l'article 3 de l'arrêté royal du 10 mai 1982.

Article 2

Le nouvel article 22bis fait suite à l'interprétation qui a été donnée à l'article 35, 4, de la quatrième directive du Conseil des Communautés européennes du 25 juillet 1978. Eu égard à cette interprétation, telle qu'elle est évoquée dans le rapport au Roi, l'alinéa 1^{er} serait plus correctement rédigé comme suit :

« La valeur... et corporelles peut inclure les charges d'intérêt afférentes aux capitaux empruntés pour les financer, mais uniquement pour autant que ces charges... ».

Selon l'alinéa 3 « l'inclusion de ces charges » dans la valeur d'acquisition est mentionnée dans l'annexe, parmi les règles d'évaluation. Il n'apparaît pas avec évidence si cet alinéa s'applique tant à la disposition de l'alinéa 1^{er} qu'à celle de l'alinéa 2.

Article 4

La disposition du 2^o complète l'article 27, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 octobre 1976, par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« L'évaluation à la valeur inférieure de marché, opérée en application de l'alinéa 1^{er}, ne peut être maintenue si ultérieurement la valeur de marché excède la valeur inférieure retenue pour l'évaluation des stocks. »

Een aantal van voornoemde wijzigingen vergen tevens een parallelle aanpassing van de bijlage bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen. Deze aanpassing wordt met een afzonderlijk besluit geregeld.

Met alle opmerkingen van de Raad van State werd bij het opstellen van dit besluit rekening gehouden, met uitzondering evenwel van de opmerking met betrekking tot artikel 4 waarvan de tekst derhalve ongewijzigd werd behouden.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Economische Zaken,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Middenstand,
J. BUCHMANN

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 14 oktober 1987 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen », heeft op 22 oktober 1987 het volgend advies gegeven :

Het eerste lid van de aanhef stelle men als volgt :

« Gelet op de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 4, zesde lid, 7, vierde lid, 10, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1978 en 1 juli 1983, artikel 11, 2^o, vervangen bij de wet van 1 juli 1983, artikel 12, vervangen bij de wet van 1 juli 1983 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 januari 1986, en artikel 13, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1983; ».

In het tweede lid van de aanhef make men melding van de wijzigende richtlijnen van 13 juni 1983 en 27 november 1984.

Na de vermelding van het advies van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven, voege men een verwijzing in naar het advies van de Commissie belast met de controle en de studie van de vereenvoudiging en de vermindering van de administratieve verplichtingen en formaliteiten opgelegd aan de kleine en middelgrote ondernemingen en aan de zelfstandigen. Dat advies is uitgebracht op 5 mei 1987, overeenkomstig het bepaalde in artikel 3 van het koninklijk besluit van 10 mei 1982.

Artikel 2

Het nieuwe artikel 22bis volgt op de interpretatie welke gegeven is aan artikel 35, 4, van de vierde richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 juli 1978. Gelet op die interpretatie, zoals zij in het verslag aan de Koning is aangehaald, ware het juist in het eerste lid te schrijven :

« ... mag de rente op vreemd vermogen dat wordt gebruikt voor hun financiering worden opgenomen, doch slechts voor zover zij betrekking heeft... ».

Volgens het derde lid wordt « het opnemen van deze rente » in de aanschaffingswaarde, bij de waarderingsregels in de toelichting vermeld. Het is niet onmiddellijk duidelijk of dit derde lid evenzeer van toepassing is op de bepaling van het eerste dan ook op die van het tweede lid.

Artikel 4

Met het bepaalde in 2^o wordt artikel 27, § 1, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De waardering tegen de lagere marktwaarde, met toepassing van het eerste lid, mag niet worden gehandhaafd indien achteraf de marktwaarde hoger is dan de lagere waarde waartegen de voorraad werd gewaardeerd. »

Cet ajout semble expliciter la disposition de l'alinéa 1^{er} aux termes de laquelle les actifs circulants qui y sont mentionnés « sont évalués à leur valeur d'acquisition ou à la valeur de marché à la date de clôture de l'exercice, lorsque ce dernier lui est inférieur ».

Le texte à insérer est assez vague à cause, notamment, de l'insertion du mot « ultérieurement ».

L'ajout paraît avoir pour objet de préciser qu'au cas où les actifs circulants sont évalués à la valeur de marché, la valeur de marché signalée doit correspondre à celle du jour où sont établis les comptes annuels. Le texte gagnerait déjà en clarté si le mot « ultérieurement » était supprimé.

Article 5

Selon le 2^o, l'article 27 bis, § 4, de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les §§ 1^{er} et 2 sont d'application analogique aux dettes de nature et de terme correspondants. »

A en juger d'après le commentaire qu'en donne le rapport au Roi, cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

« Les §§ 1^{er} et 2 sont d'application analogue aux dettes de nature et de durée correspondantes. »

Article 7

Les nouvelles dispositions doivent évidemment se lire en corrélation avec les mentions qui, en vertu du point 12, c de la section 3 de l'annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 1976, doivent figurer dans l'annexe en ce qui concerne le personnel et les frais de personnel, y compris les provisions pour les pensions.

Au § 1^{er} il y a lieu de mentionner la loi du 9 juillet 1975 et l'arrêté royal du 14 mai 1985 avec leur intitulé complet.

Article 9

Pour éviter toute confusion, il conviendrait de rédiger le texte néerlandais comme suit :

« ... worden in hoofdstuk III, deel 1, in de omschrijving van de rubriek « I. Oprichtingskosten » de woorden « de intercalaire interesten betreffende vaste activa » geschrapt. »

Article 12

Il convient de rédiger l'article comme suit : « Pour autant qu'ils concernent les intérêts intercalaires, les articles 1^{er}, 2, 3, 6, 8, 10 et 11 du présent arrêté s'appliquent... ».

Article 13

Le texte français du projet qu'une erreur matérielle a rendu illisible s'établirait comme suit :

« L'article 27 bis, § 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1976, tel que modifié par l'article 5 du présent arrêté, est applicable aux créances et aux dettes en cause, entrées dans le patrimoine de l'entreprise après le début de l'exercice en cours lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté. »

Il ressort du rapport au Roi que l'article 13 du projet a pour but de faire en sorte que la modification de l'article 27 bis de l'arrêté ne soit pas applicable aux créances et aux dettes qui sont entrées dans le patrimoine de l'entreprise avant le début de l'exercice en cours au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet. Ces créances et ces dettes peuvent continuer à être comptabilisées et évaluées conformément à l'article 27 bis tel qu'il est rédigé actuellement.

Le texte suivant exprimerait cette intention avec plus de clarté :

« Article 13. Les modifications apportées par l'article 5 du présent arrêté à l'article 27 bis de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 ne sont pas applicables aux créances et dettes visées qui sont entrées dans le patrimoine de l'entreprise avant le début de l'exercice en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté. »

La chambre était composée de :

M. H. Coremans, président de chambre;
M. J. Vermeire et Mme S. Vanderhaegen, conseillers d'Etat;
MM. S. Fredericq et G. Schrans, assesseurs de la section de législation;

Mme A. Beckers, greffier assumé.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. Vanderhaegen.

Le rapport a été présenté par Mme J. De Koster-Mannens, premier auditeur.

Le greffier,
A. Beckers.

Le président,
H. Coremans.

Die toevoeging lijkt een explicatie te zijn van de bepaling van het eerste lid naar luid waarvan de erin vermelde vlottende activa « worden gewaardeerd tegen aanschaffingswaarde of tegen de marktwaarde op balansdatum als die lager is ».

De toe te voegen tekst is vrij onduidelijk, met name door de inlassing van het woord « achteraf ».

De toevoeging lijkt erop gericht te zijn om duidelijker te maken dat wanneer de vlottende activa tegen de marktwaarde worden gewaardeerd, de vermelde marktwaarde moet overeenstemmen met die van de dag waarop de jaarrekeningen worden opgesteld. De tekst zou reeds aan klaarheid winnen mocht het woord « achteraf » worden weggelaten.

Artikel 5

Volgens het bepaalde in 2^o wordt artikel 27 bis, § 4, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De §§ 1 en 2 zijn van overeenkomstige toepassing op gelijkwaardige schulden met een overeenstemmende termijn. »

Voortgaande op de toelichting welke in het verslag aan de Koning omtrent die bepaling is opgenomen, ware deze beter gesteld als volgt :

« De §§ 1 en 2 zijn van overeenkomstige toepassing op de schulden van overeenstemmende aard en looptijd. »

Artikel 7

De nieuwe bepalingen moeten uiteraard worden gelezen in samenhang met de vermeldingen welke, krachtens punt 12, c van afdeling 3, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976, omtrent het personeel en de personeelskosten, inbegrepen de voorzieningen voor pensioenen, in de voorgeschreven toelichting dienen te worden opgenomen.

De wet van 9 juli 1975 en het koninklijk besluit van 14 mei 1985 dienen in § 1 met hun volledig opschrift te worden vermeld.

Artikel 9

Om verwarring te voorkomen, leze men :

« ... worden in hoofdstuk III, deel 1, in de omschrijving van de rubriek « I. Oprichtingskosten » de woorden « de intercalaire interesten betreffende vaste activa » geschrapt. »

Artikel 12

Men leze : « De artikelen 1, 2, 3, 6, 8, 10 en 11 van dit besluit zijn, voor zover zij betrekking hebben op de intercalaire interesten, van toepassing op... ».

Artikel 13

De tekst die in het ontwerp is opgenomen luidt als volgt :

Artikel 27 bis, § 2, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976; zoals gewijzigd bij artikel 5 van dit besluit, is van toepassing op de betrokken vorderingen en schulden, die na het begin van het lopende boekjaar waarin dit besluit in werking treedt, in het vermogen van de onderneming worden opgenomen. »

Uit het verslag aan de Koning blijkt dat artikel 13 van het ontwerp ertoe strekt de wijziging aan artikel 27 bis van het besluit niet toepasselijk te maken op de vorderingen en schulden die in het vermogen van de onderneming zijn opgenomen vóór het begin van het boekjaar dat loopt op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit. Die vorderingen en schulden mogen geboekt en gewaardeerd blijven overeenkomstig het bedoelde artikel 27 bis zoals het alsnog luidt.

Die bedoeling ware duidelijker verwoord als volgt :

« Artikel 13. De wijzigingen die met artikel 5 van dit besluit in artikel 27 bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 worden aangebracht, zijn niet van toepassing op de bedoelde vorderingen en schulden die in het vermogen van de onderneming zijn opgenomen vóór de aanvang van het boekjaar dat bij de inwerkingtreding van dit besluit lopende is. »

De kamer was samengesteld uit :

de heer H. Coremans, kamervoorzitter;
de heer J. Vermeire en Mevr. S. Vanderhaegen, staatsraden;
de heren S. Fredericq en G. Schrans, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. A. Beckers, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. Vanderhaegen.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J. De Koster-Mannens, eerste auditeur.

De griffier,
A. Beckers.

De voorzitter,
H. Coremans.

6 NOVEMBRE 1987

**Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1976
relatif aux comptes annuels des entreprises**

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, notamment les articles 4, alinéa 6, 7, alinéa 4, 10, modifiés par les lois des 24 mars 1978 et 1er juillet 1983, l'article 11, 2^o remplacé par la loi du 1er juillet 1983, l'article 12, remplacé par la loi du 1er juillet 1983 et modifié par l'arrêté royal du 16 janvier 1986, et l'article 13, modifié par la loi du 1er juillet 1983;

Vu la quatrième directive du Conseil des Communautés européennes du 25 juillet 1978 fondée sur l'article 54, § 3 sous g) du Traité et concernant les comptes annuels de certaines formes de société, telle que modifiée par les directives des 13 juin 1983 et 27 novembre 1984;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, modifiés par les arrêtés royaux des 27 décembre 1977, 14 février 1979, 12 septembre 1983 et 5 mars 1985;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1981 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé pour le secteur pétrolier, modifié par l'arrêté royal du 21 juin 1985;

Vu l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé;

Vu l'avis de la Commission des Normes Comptables;

Vu l'avis du Conseil Central de l'Economie;

Vu l'avis de la Commission chargée du contrôle et de l'étude de la simplification et de la réduction des obligations et formalités administratives, applicables aux petites et moyennes entreprises et aux travailleurs indépendants;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre des Classes moyennes et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier**Modification de l'arrêté royal du 8 octobre 1976
relatif aux comptes annuels des entreprises**

Article 1er. A l'article 22 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, modifié par l'article 17 de l'arrêté royal du 12 septembre 1983, sont apportées les modifications suivantes :

1^o A l'alinéa premier de la version néerlandaise, les mots « van het gereed produkt » sont supprimés.

2^o Au même alinéa de la version française, les mots « le coût de revient des fabrications » sont remplacés par les mots « le coût de revient ».

3^o L'alinéa 2 du même article est abrogé.

Art. 2. Dans le même arrêté royal, un article 22bis est introduit, libellé comme suit :

« Article 22bis. La valeur d'acquisition des immobilisations incorporelles et corporelles peut inclure les charges d'intérêt afférentes aux capitaux empruntés pour les financer, mais uniquement pour autant que ces charges concernent la période qui précède la mise en état d'exploitation effective de ces immobilisations.

Le coût de revient des stocks et des commandes en cours d'exécution ne peut inclure les charges d'intérêts afférentes aux capitaux empruntés pour les financer, que pour autant que ces charges concernent des stocks ou des commandes dont la durée de fabrication ou d'exécution est supérieure à un an et qu'elles soient relatives à la période normale de fabrication de ces stocks ou d'exécution de ces commandes.

L'inclusion des charges d'intérêt dans la valeur d'acquisition d'immobilisations incorporelles ou corporelles ou de stocks ou de commandes en cours d'exécution, est mentionnée dans l'annexe, parmi les règles d'évaluation ».

Art. 3. L'article 24, alinéa 2, du même arrêté royal, modifié par l'article 19 de l'arrêté royal du 12 septembre 1983, est abrogé.

**6 NOVEMBER 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het
koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaar-
rekening van de ondernemingen**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 4, zesde lid, 7, vierde lid, 10, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1978 en 1 juli 1983, artikel 11, 2^o, vervangen bij de wet van 1 juli 1983, artikel 12, vervangen bij de wet van 1 juli 1983 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 januari 1986, en artikel 13, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1983;

Gelet op de vierde richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 juli 1978 op de grondslag van artikel 54, lid 3, sub g), van het Verdrag, betreffende de jaarrekening van bepaalde vennootschapsvormen, zoals gewijzigd door de richtlijnen van 13 juni 1983 en 27 november 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 december 1977, 14 februari 1979, 12 september 1983 en 5 maart 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1981 tot bepaling van de inhoud en van de indeling van een als minimum geldend genormaliseerd rekeningstelsel voor de aardolie-sector, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 juni 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningstelsel;

Gelet op het advies van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen;

Gelet op het advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven;

Gelet op het advies van de Commissie belast met de controle en de studie van de vereenvoudiging en de vermindering van de administratieve verplichtingen en formaliteiten opgelegd aan de kleine en middelgrote ondernemingen en aan de zelfstandigen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Middenstand en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I**Wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976
met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen**

Artikel 1. Artikel 22 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 september 1983, wordt gewijzigd als volgt :

1^o In het eerste lid worden, in de Nederlandse tekst, de woorden « van het gereed produkt » geschrapt.

2^o In hetzelfde lid worden, in de Franse tekst, de woorden « le coût de revient des fabrications » vervangen door de woorden « le coût de revient ».

3^o Het tweede lid van dit artikel wordt opgeheven.

Art. 2. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 22bis ingevoegd, dat als volgt luidt :

« Artikel 22bis. In de aanschaffingswaarde van immateriële en materiële vaste activa mag de rente op vreemd vermogen dat wordt gebruikt voor hun financiering worden opgenomen, doch slechts voor zover zij betrekking heeft op de periode welke de bedrijfsklaarheid van deze vaste activa voorafgaat.

In de vervaardigingsprijs van voorraden en bestellingen in uitvoering mag de rente op vreemd vermogen dat wordt gebruikt voor hun financiering slechts worden opgenomen voor zover deze rente voorraden of bestellingen betreft waarvan de productie of uitvoering meer dan één jaar bestrijkt en zij op de normale productieperiode van deze voorraden of de normale uitvoeringstermijn van deze bestellingen betrekking heeft.

Het opnemen van de rente op vreemd vermogen in de aanschaffingswaarde van immateriële of materiële vaste activa of van voorraden of bestellingen in uitvoering, wordt bij de waarderingsregels in de toelichting vermeld ».

Art. 3. Artikel 24, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij artikel 19 van het koninklijk besluit van 12 september 1983, wordt opgeheven.

Art. 4. A l'article 27, § 1er, du même arrêté royal, modifié par l'article 22 de l'arrêté royal du 12 septembre 1983, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le texte français, les mots « lorsque ce dernier lui est inférieur » sont remplacés par les mots « lorsque cette dernière est inférieure ».

2° Un alinéa 2 nouveau est ajouté, libellé comme suit :

« L'évaluation à la valeur inférieure de marché, opérée en application de l'alinéa 1er, ne peut être maintenue si ultérieurement la valeur de marché excède la valeur inférieure retenue pour l'évaluation des stocks ».

Art. 5. A l'article 27 bis du même arrêté, introduit par l'article 23 de l'arrêté royal du 12 septembre 1983, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 2, l'alinéa 1er, c) est remplacé par la disposition suivante :

« c) de l'escompte de créances qui ne sont pas productives d'intérêt ou qui sont assorties d'un intérêt anormalement faible, lorsque ces créances :

1° sont remboursables à une date éloignée de plus d'un an, à compter de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, et

2° sont afférentes soit à des montants actés en tant que produits au compte de résultats, soit au prix de cession d'immobilisations ou de branches d'activités.

L'escompte visé sous c) est calculé au taux du marché applicable à de telles créances au moment de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise ».

2° Le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les §§ 1 et 2 sont d'application analogue aux dettes de nature et de durée correspondantes ».

Art. 6. A l'article 28 du même arrêté, modifié par l'article 24 de l'arrêté royal du 12 septembre 1983, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1er, la phrase « L'amortissement des intérêts intercalaires peut prendre cours à la date de mise en état d'exploitation effective des immobilisations auxquelles ils sont afférents » est supprimée.

2° Au § 2, alinéa 3, les mots « en application de l'alinéa 1er » sont introduits entre les mots « actés » et « sur ».

3° Au § 2, l'alinéa 3 est complété comme suite : « Les amortissements actés en application de l'alinéa 2 qui s'avèrent ne plus être justifiés, font l'objet d'une reprise à concurrence de leur excédent par rapport aux amortissements planifiés conformément à l'alinéa 1er ».

Art. 7. L'article 45 du même arrêté, modifié par l'article 41 de l'arrêté royal du 12 septembre 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 45. § 1er. Les entreprises qui, à la date du 1er janvier 1986 avaient, dans le cadre d'un régime de pensions, souscrit à l'égard des membres de leur personnel des engagements en matière de pension de retraite ou de survie, et dont la partie des engagements en cause relative aux prestations afférentes aux années antérieures au 1er janvier 1986 est prise en charge par un fonds de pension autonome sont, en cas d'insuffisance des provisions constituées par le fonds de pension autonome, dispensées de constituer des provisions pour couvrir cette partie de ces engagements, dans la mesure où le fonds de pension en est exempté en vertu de l'article 63, §§ 1er et 2 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurance, tel qu'il a été rendu applicable aux institutions privées de prévoyance par l'article 20 de l'arrêté royal du 14 mai 1985 relatif à l'application aux institutions privées de prévoyance, de la loi précitée du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurance.

§ 2. Les entreprises qui, à la date du 1er janvier 1986, avaient, dans le cadre d'un régime de pensions ne prévoyant pas de cotisation des participants, souscrit à l'égard des membres de leur personnel des engagements en matière de pension de retraite ou de survie et qui n'avaient pas constitué de provisions pour rencontrer ces engagements, sont dispensées de la constitution de provisions pour la partie des engagements relative aux prestations des participants entrés en service avant cette date.

§ 3. Pour les entreprises visées à l'article 63, § 5 de la loi du 9 juillet 1975, tel qu'il a été rendu applicable aux institutions privées de prévoyance par l'article 20 de l'arrêté royal du 14 mai 1985, la date du 1er janvier 1986, visée au §§ 1er et 2, est remplacée par la date du 1er janvier 1993. »

Art. 4. Artikel 27, § 1 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij artikel 22 van het koninklijk besluit van 12 september 1983, wordt gewijzigd als volgt :

1° In de Franse tekst worden de woorden « lorsque ce dernier lui est inférieur » vervangen door de woorden « lorsque cette dernière est inférieure ».

2° Een tweede lid wordt toegevoegd dat als volgt luidt :

« De waardering tegen de lagere marktwaarde, met toepassing van het eerste lid, mag niet worden gehandhaafd indien achteraf de marktwaarde hoger is dan de lagere waarde waartegen de voorraad werd gewaardeerd ».

Art. 5. In artikel 27 bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij artikel 23 van het koninklijk besluit van 12 september 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, eerste lid, c) wordt vervangen als volgt :

« c) het disconto op renteloze of abnormaal laag rentende vorderingen, wanneer deze vorderingen :

1° terugbetaalbaar zijn na meer dan één jaar te rekenen vanaf het ogenblik waarop zij in het vermogen van de onderneming zijn opgenomen, en

2° betrekking hebben hetzij op als opbrengst geboekte bedragen in de resultatenrekening, hetzij op de prijs van de overdracht van vaste activa of van een activiteitsbranche.

Het in sub c) bedoelde disconto wordt berekend op basis van de voor dergelijke vorderingen geldende marktrente op het ogenblik waarop de vordering werd opgenomen in het vermogen van de onderneming ».

2° § 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. De §§ 1 en 2 zijn van overeenkomstige toepassing op de schulden van overeenstemmende aard en looptijd ».

Art. 6. Artikel 28 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij artikel 24 van het koninklijk besluit van 12 september 1983 wordt gewijzigd als volgt :

1° In § 1 wordt de zin : « Afschrijving van intercalaire interesten mag aanvangen op de datum waarop de vaste activa waarop deze interesten betrekking hebben, bedrijfsklaar worden » geschrapt.

2° In § 2, derde lid, worden, tussen het woord « afschrijvingen » en het woord « op », de woorden « met toepassing van het eerste lid » ingevoegd.

3° § 2, derde lid wordt aangevuld als volgt : « De afschrijvingen met toepassing van het tweede lid, die niet langer verantwoord blijken, moeten worden teruggenomen ten belope van het surplus ten opzichte van de overeenkomstig het eerste lid geplande afschrijvingen ».

Art. 7. Artikel 45 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij artikel 41 van het koninklijk besluit van 12 september 1983, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 45. § 1. De ondernemingen die, op 1 januari 1986, in het kader van een pensioenregeling voor hun personeelsleden, rust- of overlevingspensioenverplichtingen hadden aangegaan en waarvan het gedeelte van deze verplichtingen dat betrekking heeft op de arbeidsprestaties voor de jaren welke 1 januari 1986 voorafgaan, is overgenomen door een autonoom pensioenfonds, worden, ingeval de door het autonome pensioenfonds gevormde voorzieningen ontoereikend zijn, vrijgesteld van vorming van voorzieningen ter dekking van dit gedeelte van deze verplichtingen, voor zover het pensioenfonds daarvan is vrijgesteld krachtens artikel 63, §§ 1 en 2 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsinstellingen, zoals toepasselijk verklaard op de private verzorgingsinstellingen bij artikel 20 van het koninklijk besluit van 14 mei 1985, tot toepassing op de private verzorgingsinstellingen van voornoemde wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsinstellingen.

§ 2. De ondernemingen die op 1 januari 1986 in het kader van een pensioenregeling zonder bijdrage vanwege de deelnemers, voor hun personeelsleden, rust- of overlevingspensioenverplichtingen hadden aangegaan en geen voorziening hadden gevormd om die verplichtingen te dekken, worden vrijgesteld van de vorming van voorzieningen voor het gedeelte van de verplichtingen dat betrekking heeft op de prestaties van deelnemers die in dienst zijn getreden voor die datum.

§ 3. Voor de ondernemingen bedoeld in artikel 63, § 5 van de wet van 9 juli 1975, zoals toepasselijk verklaard op de private verzorgingsinstellingen bij koninklijk besluit van 14 mei 1985, wordt de datum van 1 januari 1986 bedoeld in §§ 1 en 2, vervangen door 1 januari 1993. »

Art. 8. L'annexe au même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 12 septembre 1983, est modifiée comme suit :

§ 1er. Au chapitre Ier, section 2, sont apportées des modifications suivantes :

a) le libellé de la rubrique XII est modifié comme suit :

« XII. Transfert aux (Prélèvements sur les) réserves immunisées » ;

b) dans le tableau des affectations et prélèvements le libellé du C est modifié comme suit :

« C. Affectations aux capitaux propres :

1. au capital et à la prime d'émission;
2. à la réserve légale;
3. aux autres réserves ».

§ 2. Au chapitre Ier, section 2bis sont apportées les modifications suivantes :

a) le libellé de la rubrique « Transfert aux réserves immunisées » est modifié comme suit :

« Transfert aux (Prélèvements sur les) réserves immunisées » ;

b) sous les produits, une rubrique nouvelle XII est introduite, libellée comme suit :

« XII. Prélèvements sur les réserves immunisées » ;

c) dans le tableau des affectations et prélèvements, le libellé du C est modifié comme suit :

« C. Affectations aux capitaux propres :

1. au capital et à la prime d'émission
2. à la réserve légale
3. aux autres réserves ».

§ 3. Au chapitre Ier, section 3, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans l'exergue, les mots « 22, alinéas 1er et 2 » sont remplacés par les mots « 22, 22bis, ».

b) Dans l'état I des frais d'établissement, la rubrique « Intérêts intercalaires », est supprimée.

c) Dans l'état XIII relatif aux résultats financiers, sous B, les mots « et charges financières » sont supprimés.

d) Dans l'état XVII relatif aux droits et engagements hors bilan, la disposition figurant sous A.1. est remplacée par la disposition suivante :

« A.1. Le montant des garanties personnelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements de tiers, avec mention séparée des effets de commerce en circulation endossés par l'entreprise, des effets de commerce en circulation tirés ou avalisés par l'entreprise, ainsi que du montant maximum à concurrence duquel d'autres dettes ou engagements de tiers sont garanties par l'entreprise ; ».

e) Dans l'état XVIII relatif aux relations avec les entreprises liées, la disposition figurant sous 5 est remplacée par la disposition suivante :

« 5. Le montant des garanties personnelles et réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées, ainsi que le montant des garanties personnelles et réelles constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise ».

§ 4. Au chapitre II, section 2, sont apportées les modifications suivantes :

a) la rubrique V. « Transfert aux réserves immunisées (-) » est complétée par la rubrique « Prélèvements sur les réserves immunisées (+) » ;

b) dans le tableau des affectations et prélèvements, le libellé du C est modifié comme suit :

« C. Affectations aux capitaux propres :

1. au capital et à la prime d'émission
2. à la réserve légale
3. aux autres réserves ».

§ 5. Au chapitre II, section 3, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans l'exergue, les mots « 22, alinéas 1er et 2 » sont remplacés par les mots « 22, 22bis, ».

b) Dans l'état VII relatif aux résultats financiers, sous B, les mots « et charges financières » sont supprimés.

Art. 8. De bijlage bij hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 september 1983, wordt gewijzigd als volgt :

§ 1. In hoofdstuk I, afdeling 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de omschrijving van rubriek XII wordt gewijzigd als volgt :

« XII. Overboeking naar (Onttrekking aan) de belastingvrije reserves » ;

b) in de resultaatverwerking wordt punt C gewijzigd als volgt :

« C. Toevoeging aan het eigen vermogen :

1. aan het kapitaal en de uitgiftepremie;
2. aan de wettelijke reserve;
3. aan de overige reserves ».

§ 2. In hoofdstuk 1, afdeling 2bis, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de omschrijving van de rubriek « Overboeking naar de belastingvrije reserves » wordt gewijzigd als volgt :

« Overboeking naar (Onttrekking aan) de belastingvrije reserves » ;

b) onder de opbrengsten wordt een nieuwe rubriek XII ingevoegd luidend als volgt :

« XII. Onttrekking aan de belastingvrije reserves » ;

c) in de resultaatverwerking wordt punt C als volgt gewijzigd :

« C. Toevoeging aan het eigen vermogen :

1. aan het kapitaal en de uitgiftepremie
2. aan de wettelijke reserve
3. aan de overige reserves ».

§ 3. In hoofdstuk 1, afdeling 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In de inleiding worden de woorden « 22, eerste en tweede lid » vervangen door de woorden « 22, 22bis, ».

b) In staat I van de oprichtingskosten wordt de rubriek « intercalaire interesten » geschrapt.

c) In staat XIII betreffende de financiële resultaten worden sub B de woorden « en financiële kosten » geschrapt.

d) In staat XVII met betrekking tot niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen wordt de bepaling sub A.1. gewijzigd als volgt :

« A.1. Het bedrag van de persoonlijke zekerheden die door de onderneming werden gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden of verplichtingen van derden, met afzonderlijke vermelding van de door de onderneming geëndosseerde handelseffecten in omloop, van de door de onderneming getrokken of voor aval getekende handelseffecten alsmede het maximumbedrag ten belope waarvan andere verplichtingen van derden door de onderneming zijn gewaarborgd ; ».

e) In staat XVIII over de betrekkingen met verbonden ondernemingen wordt de bepaling sub 5 vervangen als volgt :

« 5. Het bedrag van de persoonlijke en zakelijke zekerheden die door de onderneming werden gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden of verplichtingen van verbonden ondernemingen alsmede het bedrag van de persoonlijke en zakelijke zekerheden die door verbonden ondernemingen werden gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden of verplichtingen van de onderneming ».

§ 4. In hoofdstuk II, afdeling 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) rubriek V. « Overboeking naar de belastingvrije reserves (-) » wordt vervolledigd door de rubriek « Onttrekking aan de belastingvrije reserves (+) » ;

b) in de resultaatverwerking wordt punt C als volgt gewijzigd :

« C. Toevoeging aan het eigen vermogen :

1. aan het kapitaal en de uitgiftepremie
2. aan de wettelijke reserve
3. aan de overige reserves ».

§ 5. In hoofdstuk II, afdeling 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In de inleiding worden de woorden « 22, eerste en tweede lid » vervangen door de woorden « 22, 22bis, ».

b) In staat VII betreffende de financiële resultaten worden sub B de woorden « en financiële kosten » geschrapt.

Art. 9. Au chapitre III, section 1 de l'annexe du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 12 septembre 1983, les mots « les intérêts intercalaires relatifs aux immobilisations » sont supprimés dans la définition de la rubrique « 1. Frais d'établissement ».

CHAPITRE II. — Dispositions diverses et transitoires

Art. 10. Au chapitre 1er du plan comptable minimum normalisé annexé à l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le compte 203 « Intérêts intercalaires » est supprimé;
- 2° l'intitulé des comptes 691 à 692 est modifié comme suit :

« 691 Affectations au capital et à la prime d'émission »
« 692 Dotation aux réserves »;

- 3° le compte 692 est subdivisé comme suit :

« 6920 Dotation à la réserve légale »

« 6921 Dotation aux autres réserves »;

- 4° un compte 78 est introduit, libellé comme suit :

« 78 Prélèvements sur les réserves immunisées ».

Art. 11. Aux chapitres IV et V de l'annexe à l'arrêté royal du 9 juin 1981 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé pour le secteur pétrolier, modifié par l'arrêté royal du 21 juin 1985, sont apportées les modifications suivantes :

A. Au chapitre IV. « Plan comptable sectoriel pour le secteur pétrolier belge » sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le compte « 203 Intérêts intercalaires » est supprimé;
- 2° l'intitulé des comptes 691 à 692 est modifié comme suit :

« 691 Affectations au capital et à la prime d'émission »
« 692 Dotation aux réserves »;

- 3° le compte 692 est subdivisé comme suit :

« 6920 Dotation à la réserve légale »

« 6921 Dotation aux autres réserves »;

- 4° un compte 78 est introduit, libellé comme suit :

« 78 Prélèvements sur les réserves immunisées ».

B. Au chapitre V expliquant le contenu de certains comptes, dans l'explication du compte « équipement informatique », les mots « L'équipement informatique comprend également le logiciel de système et d'application mis en œuvre » sont supprimés.

Art. 12. Pour autant qu'ils concernent les intérêts intercalaires, les articles 1er, 2, 3, 6, 8, 10 et 11 du présent arrêté s'appliquent aux intérêts intercalaires courus à dater du début de l'exercice en cours lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les charges financières afférentes aux capitaux empruntés pour financer la construction d'immobilisations corporelles, portées au dernier bilan clôturé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, au titre d'intérêts intercalaires, sous la rubrique « Frais d'établissement », sont à concurrence de leur montant net à ce bilan, au choix de l'entreprise, soit maintenues sous cette rubrique, soit incorporées à la valeur d'acquisition des immobilisations en cause. Dans le premier cas, elles sont amorties selon les règles en vigueur antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté et sont regroupées avec les « Autres frais d'établissement » dans l'état des frais d'établissement inclus dans le chapitre 1er, section 3 de l'annexe à l'arrêté royal précité du 8 octobre 1976. Dans le second cas, elles sont amorties conformément aux règles déposées dans l'article 28, § 2, relatives à l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporées; s'il en résulte une modification du plan d'amortissement, il est fait mention dans l'annexe aux comptes de l'exercice au cours duquel le changement est opéré, de son influence sur le patrimoine et sur le résultat de l'entreprise.

Art. 13. Les modifications apportées par l'article 5 du présent arrêté à l'article 27 bis de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 ne sont pas applicables aux créances et dettes visées qui sont entrées dans le patrimoine de l'entreprise avant le début de l'exercice en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 9. In de bijlage bij hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 12 september 1983, worden in hoofdstuk III, deel 1, in de omschrijving van de rubriek « 1. Oprichtingskosten » de woorden « de intercalaire interesten betreffende vaste activa » geschrapt.

HOOFDSTUK II. — Diverse bepalingen en overgangsbepalingen

Art. 10. In hoofdstuk I van de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel gevoegd bij het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° rekening 203 « Intercalair interesten » wordt geschrapt;
- 2° de benaming van rekeningen 691 en 692 wordt gewijzigd als volgt :

« 691 Toevoeging aan het kapitaal en aan de uitgiftepremie »
« 692 Toevoeging aan de reserves »;

- 3° rekening 692 wordt onderverdeeld als volgt :

« 6920 Toevoeging aan de wettelijke reserve »

« 6921 Toevoeging aan de overige reserves »;

- 4° een rekening 78 wordt ingevoegd luidend als volgt :

« 78 Onttrekking aan de belastingvrije reserves ».

Art. 11. In de hoofdstukken IV en V van de bijlage bij het koninklijk besluit van 9 juni 1981 tot bepaling van de inhoud en van de indeling van een als minimum geldend genormaliseerd rekeningenstelsel voor de aardolie-sector, gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 juni 1985, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. In hoofdstuk IV. « Sectorieel rekeningenstelsel voor de Belgische aardolie-sector » worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° rekening « 203 Intercalair interesten » wordt geschrapt.
- 2° de benaming van rekeningen 691 en 692 wordt gewijzigd als volgt :

« 691 Toevoeging aan het kapitaal en aan de uitgiftepremie »
« 692 Toevoeging aan de reserves »;

- 3° rekening 692 wordt onderverdeeld als volgt :

« 6920 Toevoeging aan de wettelijke reserve »

« 6921 Toevoeging aan de overige reserves »;

- 4° een rekening 78 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« 78 Onttrekking aan de belastingvrije reserves ».

B. In hoofdstuk V, toelichting bij de inhoud van bepaalde rekeningen, worden in de toelichting bij de rekening « informatica-uitrusting » de woorden « De informatica-uitrusting omvat eveneens de bestudering- en toepassingsprogrammatuur die aangewend wordt » geschrapt.

Art. 12. De artikelen 1, 2, 3, 6, 8, 10 en 11 van dit besluit zijn, voor zover zij betrekking hebben op de intercalaire interesten, van toepassing op de gelopen intercalaire interesten vanaf het begin van het lopende boekjaar waarin dit besluit in werking treedt.

De financiële kosten van vreemd vermogen gebruikt om de constructie van materiële vaste activa te financieren die op de laatste, vóór de inwerkingtreding van dit besluit afgesloten balans als intercalaire interesten in de rubriek « Oprichtingskosten » zijn geboekt, kunnen ten belope van hun nettobedrag, naar keuze van de onderneming hetzij onder deze rubriek geboekt blijven, hetzij opgenomen worden in de aanschaffingswaarde van de betrokken vaste activa. In het eerste geval worden zij afgeschreven overeenkomstig de regels die vóór de inwerkingtreding van dit besluit van kracht waren en worden samengevoegd met de « Overige oprichtingskosten » in de staat der oprichtingskosten begrepen in hoofdstuk I, deel 3 van de bijlage bij hogervermeld koninklijk besluit van 8 oktober 1976. In het tweede geval worden ze afgeschreven overeenkomstig de regels bepaald in artikel 28, § 2 betreffende de afschrijving van de materiële en immateriële vaste activa; volgt hieruit een wijziging van het afschrijvingsplan, dan wordt in de toelichting bij de jaarrekening over het boekjaar waarin de wijziging zich voordoet, de invloed daarvan op het vermogen en op het resultaat van de onderneming vermeld.

Art. 13. De wijzigingen die met artikel 5 van dit besluit in artikel 27 bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 worden aangebracht, zijn niet van toepassing op de bedoelde vorderingen en schulden die in het vermogen van de onderneming zijn opgenomen vóór de aanvang van het boekjaar dat bij de inwerkingtreding van dit besluit lopende is.

Art. 14. Notre Ministre des Affaires économiques, Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 novembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Affaires économiques,
Ph. MAYSTADT

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice,
J. COL

Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

Le Ministre des Classes moyennes,
J. BUCHMANN

Art. 14. Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 november 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Economische Zaken,
Ph. MAYSTADT

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

De Minister van Middenstand,
J. BUCHMANN

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 87 — 2174

29 OCTOBRE 1987. — Arrêté royal soustrayant à l'application de l'arrêté royal n° 259 du 31 décembre 1983 relatif à la durée des prestations des agents dans certains services publics pendant la première année de service, certains membres du personnel technique du Service de la sécurité technique des installations nucléaires

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, salut.

Vu l'arrêté royal n° 259 du 31 décembre 1983 relatif à la durée des prestations des agents dans certains services publics pendant la première année de service, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1981 relatif à l'organisation et au statut du personnel du service de la sécurité technique des installations nucléaires;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que le bon fonctionnement et la continuité du Service de la sécurité technique des installations nucléaires demandent que certains membres du personnel technique de ce service soient soustraits sans délai à l'application de l'arrêté royal n° 259 du 31 décembre 1983 précité;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les ingénieurs, le médecin et l'ingénieur industriel du Service de la sécurité technique des installations nucléaires du Ministère de l'Emploi et du Travail, qui est un service continu dans le sens de l'article 8 de l'arrêté royal n° 259 du 31 décembre 1983, relatif à la durée des prestations des agents dans certains services publics pendant la première année de service, sont dispensés de l'application de l'arrêté royal n° 259 précité.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 87 — 2174

29 OKTOBER 1987. — Koninklijk besluit waarbij sommige leden van het personeel van de Dienst voor de technische veiligheid van de kerninstallaties onttrokken worden aan de toepassing van het koninklijk besluit nr. 259 van 31 december 1983 betreffende de duur der prestaties der personeelsleden in sommige overheidsdiensten tijdens het eerste jaar na de indienstneming

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 259 van 31 december 1983 betreffende de duur der prestaties in sommige overheidsdiensten tijdens het eerste jaar na de indienstneming, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1981 betreffende de organisatie en het personeelsstatuut van de Dienst voor de technische veiligheid van de kerninstallaties;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de goede werking en de continuïteit van de Dienst van de technische veiligheid van de kerninstallaties vereisen dat bepaalde leden van het technische personeel van deze dienst zonder uitstel onttrokken worden aan de toepassing van het voormeld koninklijk besluit nr. 259 van 31 december 1983;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De ingenieurs, de geneesheer en de industrieel ingenieur van de Dienst van de technische veiligheid van de kerninstallaties van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, die een continudienst is in de zin van artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 259 van 31 december 1983 betreffende de duur der prestaties der personeelsleden in sommige overheidsdiensten tijdens het eerste jaar na de indienstneming, zijn van de toepassing van artikel 2 van voormeld koninklijk besluit nr. 259 vrijgesteld.